

## Direction départementale des territoires

Châlons-en-Champagne, le **27 FEV. 2023**

N° 12 -2023-LE

### **Arrêté interpréfectoral déclarant d'intérêt général le plan pluriannuel d'entretien et de restauration de la VESLE de sa source à la confluence avec l'Aisne**

Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Officier de l'Ordre national du Mérite

Le Préfet de l'Aisne  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**Vu** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-7, L.214-1 à L.214-6, L.215-15, L.435-5, R.214-1 à R.214-103 et R.216-12 ;

**Vu** le Code rural et de la pêche maritime et notamment les articles L.151-36 à L.151-40 ;

**Vu** le décret du 16 mars 2022 nommant Monsieur Henri PREVOST en qualité de Préfet du département de la Marne ;

**Vu** l'arrêté n°2022-030 du 4 avril 2022 portant délégation de signature à Monsieur Emile SOUMBO, Secrétaire général de la préfecture de la Marne ;

**Vu** le décret du 26 mai 2021 nommant Monsieur Thomas CAMPEAUX, en qualité de Préfet du département de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté du 22 mars 2022 portant délégation de signature à Monsieur Alain NGOUOTO, Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral valant plan de gestion et déclarant d'intérêt général les travaux de restauration et d'entretien de la rivière Vesle présentés par le syndicat intercommunal d'aménagement du bassin de la Vesle en date du 10 février 2012 ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral n°32-2017-LE-DIG relatif au renouvellement du plan de gestion et déclarant d'intérêt général les travaux de restauration et d'entretien de la rivière Vesle présentés par le syndicat intercommunal d'aménagement du bassin de la vesle en date du 10 août 2017 ;

**Vu** l'arrêté inter préfectoral n°42-2022-DIG portant prolongation de la déclaration d'intérêt général des travaux de restauration et d'entretien de la rivière Vesle par le syndicat mixte intercommunal d'aménagement du bassin de la Vesle en date du 07 juin 2022 ;

**Vu** le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine-Normandie en vigueur ;

**Vu** le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Aisne, Vesle, Suipe ;

**Vu** le dossier de demande de déclaration d'intérêt général du programme pluriannuel de restauration et d'entretien de la Vesle et le dossier de déclaration loi sur l'eau, en date du 12 juillet 2022, considéré complet et régulier, présenté par le Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Bassins Aisne Vesle Suipe (SIABAVES), représentée par Monsieur le Président Francis BLIN, enregistré sous le n°51-2022-00059 ;

**Vu** le dossier loi sur l'eau relevant de la rubrique 3.3.5.0. de la nomenclature annexée à l'article R.241-1 du Code de l'environnement ;

**Vu** l'accusé de réception du dossier de demande de DIG et du dossier loi sur l'eau en date du 13 juillet 2022 ;

**Vu** l'avis favorable en date du 16 août 2022 de l'Office français de la biodiversité de la Marne ;

**Vu** l'avis favorable en date du 08 septembre 2022 de la Fédération de la Marne pour la pêche et la protection des milieux aquatiques ;

**Vu** l'avis du service environnement de la Direction départementale des territoires de l'Aisne ;

**Vu** la consultation du public effectuée pendant 21 jours du 18 janvier au 08 février 2023, sur le site des services de l'État dans la Marne ;

**Vu** l'absence d'observation lors de la consultation du public ;

**Vu** la consultation du public effectuée pendant 21 jours du 18 janvier au 08 février 2023, sur le site des services de l'État dans l'Aisne ;

**Vu** l'absence d'observation lors de la consultation du public ;

**Vu** l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet d'arrêté transmis par courriel en date du 09 février 2023.

**Considérant** que ce programme, valant plan de gestion, est conforme aux objectifs de restauration de la continuité écologique des cours d'eau introduits par l'article L.214-17 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les travaux de restauration des milieux aquatiques de ce plan de gestion n'entraînent aucune expropriation et aucune demande de participation financière des personnes intéressées ;

**Considérant** que, conformément à l'article L.151-37 du Code rural et de la pêche maritime, le programme de gestion et les travaux portés par le SIABAVES ne sont donc pas soumis à enquête publique ;

**Considérant** que le programme de gestion porté par le SIABAVES permet de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau en garantissant les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement et contribue à l'atteinte du bon état des masses d'eau ;

**Considérant** que les objectifs poursuivis par le SIABAVES dépassent l'intérêt individuel de chaque propriétaire ;

**Considérant** que l'opération projetée relève des compétences du SIABAVES ;

**Considérant** que les travaux projetés sont compatibles avec le SDAGE Seine-Normandie en vigueur ;

**Considérant** que les travaux projetés sont compatibles avec le SAGE Aisne, Vesle, Suipe.

Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## ARRETE

### Article 1 : Bénéficiaire de la déclaration

Le Syndicat Intercommunal d'Aménagement des Bassins Aisne Vesle Suipe (SIABAVES), place de l'hôtel de ville, CS 800036, 51722 Reims Cedex France, représenté par Monsieur le Président Francis BLIN, est autorisé, au titre de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, à réaliser les travaux définis dans le plan pluriannuel d'entretien et de restauration de la VESLE de sa source à la confluence avec l'Aisne, tels que définis dans le dossier. Les communes concernées par les travaux sont détaillées à l'annexe 1. Ce plan de gestion est déclaré d'intérêt général.

### Article 2 : Consistance des travaux

Les travaux de restauration sont précisés dans le dossier présenté et plus précisément dans le Programme Pluriannuel de Restauration (PPR) de la Vesle. Ils concernent la Vesle de sa source à SOMME-VESLE jusqu'à la confluence avec l'Aisne à CONDE-SUR-AISNE, incluant les bras annexes suivant :

- Bras de Surelle à TINQUEUX (690m) ;
- Bras de Beauregard à REIMS (190m) ;
- Bras PINTO à CORMONTREUIL (1715m) ;
- Bras Saint Yved à BRAINE (270m).

Dans le cadre de la DIG, les principales actions d'aménagements et de restauration consistent en des travaux de restauration hydromorphologique, de restauration de la continuité écologique, d'entretien de la ripisylve, et de restauration de zones humides. Le plan d'action est détaillé dans le dossier de demande d'intérêt général et le dossier de déclaration loi sur l'eau pages 25 à 27. Les figures 8, 9, 10 et 11 localisent les interventions.

Les travaux sont réalisés conformément au dossier déposé, en accord avec l'article R.214-38 du Code de l'environnement.

Certains travaux relèvent de la rubrique suivante, définie au tableau mentionné à l'article R.214-1 du Code de l'environnement :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêté de prescriptions générales
3.3.5.0	<p>Travaux, définis par un arrêté du ministre chargé de l'environnement, ayant uniquement pour objet la restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques, y compris les ouvrages nécessaires à cet objectif (D).</p> <p>Cette rubrique est exclusive de l'application des autres rubriques de la présente nomenclature. Ne sont pas soumis à cette rubrique les travaux n'atteignant pas les seuils des autres rubriques de la présente nomenclature.</p>	Déclaration	Arrêté du 30 juin 2020 définissant les travaux de restauration des fonctionnalités naturelles des milieux aquatiques relevant de la rubrique 3.3.5.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement

### Article 3 : Localisation des travaux

Les travaux, déclarés d'intérêt général, sont situés conformément aux plans et contenu du dossier (figure 8, 9, 10 et 11 du dossier de DIG et DLE), sans préjudice des dispositions de la présente autorisation, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

Toute modification apportée par le bénéficiaire, à l'ouvrage, à l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation, conformément aux dispositions des articles R.214-39 et R.214-40 du Code de l'environnement.

#### **Article 4 : Durée de la déclaration d'intérêt général**

La présente déclaration est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'État conformément aux dispositions de l'article L.181-22 du Code de l'environnement.

Sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, la présente déclaration cesse de produire effet, si les travaux n'ont pas été exécutés dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent arrêté.

La présente déclaration d'intérêt général a une durée de validité de cinq ans à compter de la date de début des travaux. L'ordre de service de démarrage des travaux fait foi. Le service en charge de la police de l'eau devra être informé du début des travaux.

La prorogation de l'arrêté peut être demandée par le bénéficiaire avant son échéance.

La présente déclaration peut être renouvelée pour une durée de cinq ans sur demande du maître d'ouvrage auprès de la préfecture. Cette demande doit être effectuée au moins 6 mois avant la fin de la déclaration. Elle comprend a minima les informations citées aux articles R.214-32 ainsi qu'un bilan des actions déjà réalisées et restantes.

#### **Article 5 : Surveillance et gestion des espèces invasives**

Le maître d'ouvrage s'assurera, lors de son utilisation que le matériel est exempt de toutes espèces invasives et mettra en place, s'il le juge nécessaire, des mesures permettant de lutter contre la propagation de ces espèces pendant les phases travaux.

L'utilisation des herbicides est interdite en bordure de cours d'eau.

#### **Article 6 : Période de réalisation des travaux**

Les interventions sur les arbres (taille, coupe) sont réalisées en dehors des périodes de nidification des oiseaux.

Afin de concilier tous les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement, les périodes à privilégier sont les suivantes :

- pour les travaux d'intervention sur les berges : du 16 août au 28 février ;
- pour l'entretien et le traitement de la végétation : du 1<sup>er</sup> août au 31 mars ;

Les interventions en lit mineur dans les cours d'eau de 1<sup>re</sup> catégorie piscicole sont interdites du 1<sup>er</sup> décembre au 31 mars. Celles dans les cours d'eau de 2<sup>e</sup> catégorie piscicole sont interdites du 1<sup>er</sup> février au 30 juin

Le bénéficiaire informe le service de police de l'eau, instructeur du présent dossier, du démarrage des travaux et le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation, dans un délai d'au moins 15 jours précédant cette opération.

Le bénéficiaire ne peut réaliser les travaux en dehors des périodes autorisées sans en avoir préalablement tenu informé le préfet, qui statue dans les conditions fixées à l'article R.214-40 du Code de l'environnement.

#### **Article 7 : Moyens d'analyse, de surveillance et de contrôle – conduite des travaux**

La surveillance des travaux est assurée par le bénéficiaire. Des réunions de suivi de chantier sont mises en place afin de vérifier la bonne réalisation des travaux. Les compte-rendus de ces réunions sont transmis aux services en charge de la police de l'eau.

Les travaux font l'objet de réunions d'informations publiques préalablement aux travaux et de réunions de suivi de chantier. Ce suivi régulier permet de contrôler la bonne réalisation des travaux engagés par le maître d'ouvrage, de discuter des problèmes d'accès et d'intervention éventuels. Les propriétaires riverains et élus concernés sont fortement incités à participer à ces réunions pour faire part de leurs remarques éventuelles afin que le chantier se réalise dans les meilleures conditions.

Un plan de chantier, établi avant le démarrage des travaux par le bénéficiaire, précise :

- la destination des déblais et remblais éventuels ainsi que les zones temporaires de stockage ;
- la localisation des travaux et des installations de chantier ;
- les moyens techniques mis en œuvre pour limiter les risques de pollution accidentelle et de destruction des milieux aquatiques, en application de l'article 8 (et notamment la localisation des installations de stockage temporaire des matériaux) ;
- les modalités d'enlèvement des matériaux, la destination des déblais et remblais éventuels et les dispositions prises pour l'évacuation et le traitement des éventuels déchets solides et liquides générés par le chantier.

### **Article 8 : Moyens d'intervention et déclaration des incidents ou accidents**

Le déclarant prendra toutes les précautions nécessaires afin de prévenir les pollutions accidentelles et les dégradations et désordres éventuels que les travaux pourraient occasionner, au cours des travaux ainsi qu'après leur réalisation. Il garantira en outre une capacité d'intervention rapide de jour ou de nuit afin d'assurer le repliement des installations du chantier en cas de crue consécutive à un orage ou un phénomène pluvieux de forte amplitude.

Dès qu'il en a connaissance, le bénéficiaire est tenu de déclarer au préfet, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente déclaration, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés aux articles L.211-1 du Code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures susceptibles d'être prescrites par le préfet, le bénéficiaire est tenu de prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le bénéficiaire est responsable des accidents ou dommages imputables à l'utilisation de l'ouvrage ou de l'installation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité.

### **Article 9 : Accès aux installations et exercice des missions de police**

Les agents en charge de mission de contrôle au titre du Code de l'environnement ont libre accès aux activités, installations, ouvrages ou travaux relevant de la présente autorisation dans les conditions fixées par les articles L.170-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Ils peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté. Par ailleurs, si nécessaire, le bénéficiaire met à disposition des agents chargés d'une mission de contrôle, les moyens de transport (notamment nautique) permettant d'accéder aux secteurs à l'installation/l'ouvrage/le secteur de travaux/au lieu de l'activité.

Le pétitionnaire doit informer le service en charge de la police de l'eau ainsi que l'Office français de la biodiversité des dates de démarrage et de fin des travaux.

La Fédération de la Marne pour la pêche et la protection du milieu aquatique sera informée de la date de début des travaux, pour venir, si besoin, estimer l'impact des travaux de la Vesle et de ses bras cités dans article 2 sur le peuplement piscicole en place et effectuer, au préalable, des mesures préventives de sauvegarde des peuplements piscicoles.

### **Article 10 : Droit de passage**

Pendant la durée des travaux, les propriétaires et les ayants droits sont tenus de laisser passer sur leurs terrains les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance, les entrepreneurs et les ouvriers, ainsi que les engins mécaniques nécessaires à la réalisation des travaux, dans la limite d'une largeur de 6 mètres.

Les terrains bâtis ou clos de murs à la date du 3 février 1995 ainsi que les cours et jardins attenants aux habitations sont exempts de cette servitude en ce qui concerne le passage des engins.

Cette servitude s'exerce en suivant les rives du cours d'eau et en respectant les arbres et les plantations existants.

### **Article 11 : Autres procédures administratives**

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le bénéficiaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations notamment celles relatives à la réglementation concernant les espèces protégées.

### **Article 12 : Droits des tiers**

Les droits des tiers sont expressément réservés.

### **Article 13 : Publication et information des tiers**

Une copie de cet arrêté sera transmise aux mairies des communes citées dans l'annexe 1 pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Une copie du dossier de demande de déclaration d'intérêt général, de déclaration loi sur l'eau ainsi que le plan de gestion pluriannuel de la VESLE et sont mis à disposition du public aux mairies des communes citées dans l'annexe 1 pendant une durée d'un mois.

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site internet des services de l'État de la Marne durant une durée d'au moins 6 mois.

### **Article 14 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture et le Directeur départemental des territoires de l'Aisne, le Secrétaire général et le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au registre des actes administratifs.

Une copie sera adressée pour information à l'Office français de la biodiversité de l'Aisne et de la Marne ainsi qu'aux Fédérations pour la pêche et la protection des milieux aquatiques de l'Aisne et de la Marne.

#### Voies et délais de recours

*En application de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif (25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex) soit en déposant une requête au greffe, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*

*1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.*

*2° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.*

*La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Marne ou un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition Ecologique dans le délai de deux mois, à compter de la date de la dernière formalité accomplie : notification, publication ou affichage de cette décision. Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif, gracieux ou hiérarchique, emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.*

Châlons-en-Champagne, le **27 FEV. 2023**

**Pour le préfet de la Marne et par délégation,  
Le Secrétaire Général,**

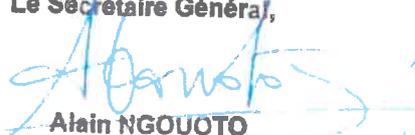
A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Emile Soumbo', with a long, sweeping underline that extends downwards and to the left.

**Emile SOUMBO**

Laon, le

27 FEV. 2023

Pour le préfet de l'Aisne et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

  
Alain NGOUOTO

Voies et délais de recours

En application de l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement, la présente décision peut être contestée devant le tribunal administratif (25 rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex) soit en déposant une requête au greffe, soit par courrier, soit par le biais du site de téléprocédure [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° Par les tiers intéressés en raison des Inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du Code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision.  
Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

2° Par le pétitionnaire, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Préfet de la Marne ou un recours hiérarchique auprès de la Ministre de la Transition Ecologique dans le délai de deux mois, à compter de la date de la dernière formalité accomplie : notification, publication ou affichage de cette décision.  
Le silence gardé par l'administration pendant deux mois sur la demande de recours administratif, gracieux ou hiérarchique, emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du Code de justice administrative.  
Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°

**ANNEXE 1 : Liste des communes concernées**

<b>Communes du département de l'Aisne (02)</b>	
AUGY	LIME
BAZOCHES SUR VESLE	MONT NOTRE DAME
BRAINE	PAARS
CHASSEMY	QUINCY SOUS LE MONT
CIRY-SALSOGNE	VASSENY
CONDE-SUR-AISNE	VILLE SAVOYE
COURCELLES SUR VESLE	

<b>Communes du département de la Marne (51)</b>	
BASLIEUX LES FISMES	PRUNAY
BEAUMONT SUR VESLE	PUSILIEUX
BOUY	REIMS
BREUIL	ROMAIN
CHÂLONS SUR VESLE	SAINT BRICE COURCELLES
CHAMPIGNY	SAINT ETIENNE AU TEMPLE
CORMONTREUIL	SAINT HILAIRE AU TEMPLE
COURLANDON	SAINT LEONARD
COURTISOLS	SEPT SAULX
DAMPIERRE AU TEMPLE	SILLERY
FISMES	SOMME VESLE
JONCHERY SUR VESLE	TAISSY
L'EPINE	THILLOIS
LIVRY LOUVERCY	TINQUEUX
MAGNEUX	TRIGNY
MERFY	VADENAY
MONTIGNY SUR VESLE	VAL DE VESLE
MOURMELON LE PETIT	VANDEUIL
MUIZON	VERZENAY
PROUILLY	

